



Paris, le 25 janvier 2024

Mesdames et Messieurs les députés, membres de la Commission des affaires culturelles et de l'éducation,

L'association des professeurs de Sciences économiques et sociales (APSES) souhaite vous faire part de l'urgence d'obtenir des aménagements pour le baccalauréat 2024.

Au début de l'année scolaire 2023-2024, le Ministre Gabriel Attal s'est montré à l'écoute de la communauté éducative en annonçant le décalage des épreuves écrites de spécialité au mois de juin. Mais le 27 septembre nous fit l'impression d'une douche froide : malgré les alertes des acteurs de terrain, le ministère annonçait un alourdissement considérable du programme de spécialité SES, générant une situation intenable pour les élèves comme pour les enseignant·es. En effet, **alors que 7 chapitres étaient évaluables aux épreuves de mars 2023, les élèves devront maîtriser 12 chapitres en 2024, soit un quasi doublement du programme pour seulement un trimestre de cours en plus.**

Dans ces conditions, notre association, en responsabilité, a appelé les collègues à suivre une progression commune pour permettre au ministère de prendre la décision qui s'impose d'ici la fin du deuxième trimestre : réduire le nombre de chapitres à maîtriser pour juin. Notre dernière enquête a montré que la quasi-totalité des enseignant·es de SES ont suivi cet appel. Les élèves qui suivent la spécialité SES pourraient donc être interrogé·es sur un programme allégé sans que cela leur porte préjudice.

Pour autant, lors de notre dernière audience au Ministère de l'Éducation Nationale, le 12 décembre dernier, la conseillère pédagogique du ministre nous a fait part de [son refus d'alléger le programme d'examen pour 2024.](#)

Aujourd'hui, l'obstination du ministère nous conduit à une véritable course contre la montre, qui nuit à la qualité des apprentissages, et au-delà, à la santé et l'épanouissement des élèves. Les enquêtes convergent aujourd'hui pour montrer que de plus en plus [d'élèves de lycée montrent des signes importants de stress, voire de burn-out.](#) Dans nos classes, les élèves n'ont pas le temps de s'appropriier les savoirs et savoir-faire au rythme exigé par le ministère. [Trois quarts de nos collègues étaient déjà en retard sur le programme aux vacances de la Toussaint.](#)

Au regard de ces remontées de terrain, **l'APSES rappelle l'urgence à revenir au programme d'examen prévu à la rentrée et demande la réunion d'un groupe de travail afin de réfléchir à des aménagements de programmes plus pérennes,** permettant d'aborder plus sereinement la rentrée 2024. Il est indispensable et urgent pour que les élèves retrouvent le temps d'apprendre, de comprendre, de réfléchir et soient ainsi mieux préparés au baccalauréat et aux études supérieures.

Nous sommes disponibles pour échanger sur les points que vous souhaiteriez aborder.

Nous vous prions de croire, Mesdames, Messieurs les députés, en notre attachement au service public d'éducation nationale et en l'expression de nos salutations distinguées.

Amandine Oullion et Benoît Guyon, co-présidence de l'Association des professeurs de Sciences économiques et sociales (APSES)